La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2009 : déficit budgétaire de 3,1 milliards de dollars

Le mois de décembre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,1 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,3 milliard en décembre 2008. Le déficit de décembre 2009 traduit les répercussions du ralentissement de l'économie sur les finances publiques; il découle aussi des mesures contenues dans le Plan d'action économique du Canada. Les revenus ont diminué de 1,1 milliard par rapport à décembre 2008, ce qui tient à la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des non-résidents, de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 2,2 milliards par rapport à décembre 2008, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des sociétés d'État ainsi que des ministères et organismes. Les frais de la dette publique ont crû de 0,1 milliard par rapport à décembre 2008.

D'avril à décembre 2009 : déficit budgétaire de 39,4 milliards de dollars

Les neuf premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 39,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard pour la même période de l'exercice précédent. Une tranche de plus de 16 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile. Les revenus ont reculé de 19,4 milliards (11,2 %) en raison du fléchissement de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 22,0 milliards (14,8 %), ce qui est surtout attribuable à la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard d'une année sur l'autre en raison de taux d'intérêt plus faibles.

Décembre 2009

Le mois de décembre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,1 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,3 milliard en décembre 2008.

Les revenus ont baissé de 1,1 milliard de dollars (5,6 %) en décembre 2009 pour s'établir à 18,4 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont fléchi de 0,8 milliard de dollars (7,4 %) à cause du recul de l'emploi ainsi que des réductions d'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans le Plan d'action économique du Canada.
- Le produit de l'impôt sur le revenu des sociétés a progressé de 0,5 milliard de dollars (20,7 %) par rapport à décembre 2008 en raison d'une hausse des règlements de fin d'exercice.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (37,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,2 milliard de dollars (5,6 %) de plus en raison de la hausse de 0,2 milliard (13,1 %) des revenus tirés de la taxe sur les produits

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

et services (TPS). La TPS étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées qu'elle génère représentent la différence entre la taxe totale payable au gouvernement et les crédits de taxe sur les intrants demandés. En 2008-2009, par exemple, les revenus de 25,7 milliards tirés de la TPS représentaient le solde des cotisations totales de cette taxe, qui s'établissaient à environ 167,0 milliards, après soustraction des 141,3 milliards de crédits de taxe sur les intrants, de remboursements et de crédits accordés. Par conséquent, l'écart entre le moment où des montants nettement plus élevés de TPS sont payables au gouvernement et celui où des crédits de taxe sur les intrants sont demandés fait en sorte que les rentrées nettes générées peuvent varier beaucoup d'un mois à l'autre. Les taxes sur l'énergie ont diminué de 6 millions, les droits de douane à l'importation ont reculé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 22 millions.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,3 milliard de dollars (26,5 %), à cause d'un rajustement ponctuel effectué en décembre 2008 afin de compenser leur sous-estimation pour l'année 2008 et une surestimation correspondante des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Sans ce rajustement relatif à des périodes antérieures effectué l'année dernière, les revenus de cotisations d'assurance-emploi auraient augmenté de 0,1 % en décembre 2009. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,4 milliard de dollars (18,4 %), notamment en raison de la baisse des rentrées imputées aux comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique. Puisque ces rentrées sont transférées à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, elles n'ont aucun effet net sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes se sont élevées à 19,1 milliards de dollars en décembre 2009, soit 2,2 milliards (13,1 %) de plus qu'en décembre 2008, ce qui découle de hausses enregistrées dans la plupart des catégories de charges.

En décembre 2009, les paiements de transfert ont crû de 1,3 milliard de dollars (11,5 %) par rapport à décembre 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,4 milliard de dollars (8,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,4 %). Les prestations d'assurance-emploi ont crû de 0,3 milliard (20,2 %), en raison de l'augmentation des prestations régulières attribuable à la hausse du chômage ainsi que des mesures de bonification des prestations annoncées dans le Plan d'action économique du Canada. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles ont augmenté de 0,1 milliard (6,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces à l'intention des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont crû de 0,2 milliard de dollars, principalement en raison de l'augmentation, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux.
- Les autres paiements de transfert ont progressé de 0,7 milliard de dollars, sous l'effet d'augmentations dans la plupart des ministères.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des

passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (16,4 %) par rapport à l'exercice précédent, en raison de hausses attribuables à divers ministères et de l'incidence du Plan d'action économique.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars comparativement à décembre 2008.

D'avril à décembre 2009

Les neuf premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 39,4 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,4 milliard pour la même période en 2008-2009. Une tranche de plus de 16 milliards de ce déficit est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile.

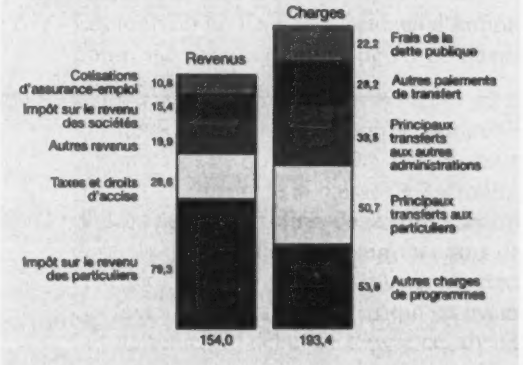
Les revenus se sont chiffrés à 154,0 milliards de dollars, en baisse de 19,4 milliards (11,2 %).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 6,7 milliards de dollars (7,8 %) en raison du recul de l'emploi et de l'incidence des allégements fiscaux accordés. Ces allégements comprennent une hausse du montant personnel de base et des seuils des fourchettes d'imposition, la bonification de la Prestation fiscale pour le revenu de travail ainsi que le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 7,0 milliards de dollars (31,1 %), par suite de l'augmentation d'environ 44 % des remboursements d'impôt et du recul de quelque 9 % de l'impôt perçu.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 1,1 milliard de dollars (24,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,5 milliards de dollars (7,9 %) de moins, surtout en raison de la baisse de 2,0 milliards (9,9 %) des revenus tirés de la TPS. Ces derniers devraient se raffermir au cours de l'exercice, à mesure que se dissipera l'incidence des facteurs liés au calendrier qui les avaient fait diminuer au début de l'exercice, ainsi que sous l'effet de la reprise projetée, d'ici la fin de l'exercice, de la consommation de produits et services assujettis à la TPS. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 42 millions, les droits de douane à l'importation ont reculé de 0,5 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 25 millions.
- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 1,9 %. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont reculé de 1,9 milliard de dollars (10,5 %).

Les charges de programmes se sont établies à 171,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2009, en hausse de 22,0 milliards (14,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cela tient principalement à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile.

D'avril à décembre 2009, les paiements de transfert ont été supérieurs de 18,7 milliards de dollars (19,0 %) à ceux de la même période en 2008.

Revenus et charges
(d'avril à décembre 2009)
G$



- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 6,3 milliards de dollars (14,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,1 milliard (4,4 %), soit dans une mesure conforme à la hausse du nombre d'aînés et à l'évolution des prix à la consommation, sur lesquels ces prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont fait un bond de 4,9 milliards (45,6 %) en raison de la hausse du chômage et de la bonification des prestations dans le cadre du Plan d'action économique. Les prestations pour enfants ont crû de 0,3 milliard.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (9,2 %), principalement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation, ainsi que du doublement, à compter du 1er avril 2009, du transfert aux provinces et aux municipalités au titre de la taxe sur l'essence.
- Les autres paiements de transfert ont progressé de 9,2 milliards de dollars, surtout en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile et de l'augmentation du financement au titre de l'infrastructure ainsi qu'à l'aide aux travailleurs, aux étudiants et aux personnes handicapées. Ces hausses ont été compensées en partie par la baisse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont crû de 3,3 milliards de dollars (6,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,7 milliard de dollars (6,9 %), l'incidence de l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par la réduction des taux d'intérêt effectifs moyens sur cette dette.

Besoins financiers de 61,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 39,4 milliards de dollars et des besoins de 21,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 61,0 milliards, comparativement à des besoins de 50,2 milliards pour la même période en 2008-2009. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la détérioration du solde budgétaire, que compense en partie une diminution des besoins financiers au titre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

Activités nettes de financement en hausse de 33,8 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 61,0 milliards de dollars en augmentant de 33,8 milliards sa dette contractée sur les marchés et en réduisant de 27,1 milliards ses soldes de trésorerie. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés s'est opéré principalement au moyen d'émissions d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin de décembre 2009, les soldes de trésorerie s'établissaient à 17,9 milliards, soit 17,1 milliards de moins qu'à la fin de décembre 2008.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	19 506	18 414	173 403	154 047
Charges				
Charges de programmes	-16 912	-19 122	-149 165	-171 195
Frais de la dette publique	-2 260	-2 348	-23 865	-22 211
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	334	-3 056	373	-39 359
Opérations non budgétaires	-4 115	591	-50 583	-21 595
Ressources ou besoins financiers	-3 781	-2 465	-50 210	-60 954
Variation nette dans les activités de financement	4 540	-4 686	73 967	33 824
Variation nette dans l'encaisse	759	-7 151	23 757	-27 130
Encaisse à la fin de la période			35 000	17 903

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 457	9 685	-7,4	85 960	79 273	-7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 217	2 676	20,7	22 350	15 398	-31,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	742	467	-37,1	4 628	3 506	-24,2
Total des impôts sur le revenu	13 416	12 828	-4,4	112 938	98 177	-13,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 682	1 902	13,1	20 319	18 301	-9,9
Taxes sur l'énergie	444	438	-1,4	3 870	3 912	1,1
Droits de douane à l'importation	322	247	-23,3	3 054	2 597	-15,0
Autres taxes et droits d'accise	448	470	4,9	3 852	3 827	-0,6
Total des taxes et droits d'accise	2 896	3 057	5,6	31 095	28 637	-7,9
Total des revenus fiscaux	16 312	15 885	-2,6	144 033	126 814	-12,0
Cotisations d'assurance-emploi	967	711	-26,5	11 003	10 797	-1,9
Autres revenus	2 227	1 818	-18,4	18 367	16 436	-10,5
Total des revenus	19 506	18 414	-5,6	173 403	154 047	-11,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 828	2 895	2,4	24 770	25 872	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 494	1 796	20,2	10 704	15 583	45,6
Prestations pour enfants	983	1 043	6,1	8 995	9 284	3,2
Total	5 305	5 734	8,1	44 469	50 739	14,1
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 885	2 084	10,6	16 972	18 592	9,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	879	923	5,0	7 918	8 145	2,9
Total	2 764	3 007	8,8	24 890	26 737	7,4
Transferts fiscaux	1 292	1 271	-1,6	11 737	12 223	4,1
Villes et collectivités du Canada	0	13	s.o.	830	1 675	101,8
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-277	-301	8,7	-2 229	-2 178	-2,3
Total	3 779	3 990	5,6	35 228	38 457	9,2
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	244	156	-36,1	1 317	1 280	-2,8
Affaires étrangères et Commerce international	262	429	63,7	2 095	2 141	2,2
Santé	120	154	28,3	1 643	1 862	13,3
Ressources humaines et Développement des compétences	162	325	100,6	1 617	2 257	39,6
Affaires indiennes et du Nord canadien	464	477	2,8	3 712	3 930	5,9
Industrie	214	448	109,3	1 559	1 950	25,1
Autres	831	972	17,0	7 024	14 766	110,2
Total	2 297	2 961	28,9	18 967	28 186	48,6
Total des paiements de transfert	11 381	12 685	11,5	98 664	117 382	19,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	675	910	34,8	5 793	6 455	11,4
Défense	1 685	1 680	-0,3	13 754	14 422	4,9
Tous les autres ministères et organismes	3 171	3 847	21,3	30 954	32 936	6,4
Total des autres charges de programmes	5 531	6 437	16,4	50 501	53 813	6,6
Total des charges de programmes	16 912	19 122	13,1	149 165	171 195	14,8
Frais de la dette publique	2 260	2 348	3,9	23 865	22 211	-6,9
Total des charges	19 172	21 470	12,0	173 030	193 406	11,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre		Avril à décembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	334	-3 056	373	-39 359
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-589	-522	-2 651	-2 708
Autres activités d'investissement	-894	-421	-41 549	-19 945
Régimes de retraite et autres passifs	319	526	3 724	5 331
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-1 876	-537	-4 998	-12 548
Opération de change	-1 368	1 313	-7 636	5 801
Amortissement des immobilisations corporelles	293	232	2 527	2 474
Total des autres activités	-2 951	1 008	-10 107	-4 273
Total des opérations non budgétaires	-4 115	591	-50 583	-21 595
Ressources ou besoins financiers	-3 781	-2 465	-50 210	-60 954

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre		Avril à décembre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-3 781	-2 465	-50 210	-60 954
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 096	3 371	10 694	53 681
Bons du Trésor	6 100	-6 900	59 800	-9 500
Obligations d'épargne du Canada	285	-72	-679	-484
Autres	-1	0	-519	-69
Total	3 288	-3 601	69 296	43 628
Emprunts en devises	202	-177	-157	-3 917
Total	3 490	-3 778	69 139	39 711
Réévaluation de swaps de devises	1 121	-1 077	4 520	-5 594
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-72	176	413	-205
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	1	-7	-105	-88
Variation nette dans les activités de financement	4 540	-4 686	73 967	33 824
Variation dans l'encaisse	759	-7 151	23 757	-27 130

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2009	31 décembre 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	113 999	98 043	-15 956
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 186	348 867	53 681
Bons du Trésor	192 275	182 775	-9 500
Titres au détail	12 532	12 048	-484
Autres	523	454	-69
Total partiel	500 516	544 144	43 628
Payable en devises	10 381	6 464	-3 917
Compte de réévaluation de swaps de devises	3 690	-1 904	-5 594
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-4 751	-4 956	-205
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 184	4 096	-88
Total de la dette non échue	514 020	547 844	33 824
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	139 909	142 481	2 572
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	50 311	52 945	2 634
Autres passifs	5 923	6 048	125
Total des régimes de retraite et autres passifs	196 143	201 474	5 331
Total de la dette portant intérêt	710 163	749 318	39 155
Total du passif	824 162	847 361	23 199
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	122 147	91 609	-30 538
Comptes d'opérations de change	51 709	45 908	-5 801
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	125 093	145 038	19 945
Total des actifs financiers	298 949	282 555	-16 394
Dette nette	525 213	564 806	39 593
Actifs non financiers	61 503	61 737	234
Dette fédérale (déficit accumulé)	463 710	503 069	39 359

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in Enlish.
Février 2010